RAPPORT ANNUEL 2021-2022

S'ANCRER POUR SE PROJETER

ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

3 Mot de la coprésidence
5 Mot de la présidence-direction générale
7 Conseil d'administration 2021-2022
9 Faits saillants 2021-2022
12 Relations gouvernementales et communautaires
15 États généraux
18 Continuum de l'éducation
24 Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne
27 Consortium national de formation en santé
30 Réseau national de formation en justice
33 Positionnement à l'international
36 Établissements membres
37 Revenus de l'ACUFC en 2021-2022
38 Conclusion

Canada

La production de ce rapport a été rendue possible grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada. Son contenu reflète uniquement les opinions et les propos de l'ACUFC.

© 2022 Association des collèges et universités de la francophonie canadienne

MOT DE LA COPRÉSIDENCE

Jacques Frémont et Pierre Zundel

Les derniers mois l'ont bien démontré : tout le secteur de l'enseignement postsecondaire au Canada doit surmonter des défis considérables. Certains enjeux sont plus récents, liés notamment aux réponses à la crise sanitaire et aux problèmes complexes qu'affrontent actuellement nos sociétés. D'autres sont plus structurels, et affectent les établissements depuis de nombreuses années tout en limitant leur capacité d'agir. Parmi ces défis, certains se manifestent de façon beaucoup plus aigüe dans les collèges et universités qui desservent les communautés francophones en situation minoritaire, en raison de la mission particulière de ces établissements, celle d'assurer une francophonie forte et l'avancement du bilinguisme au sein de la société canadienne.

Or, un autre fait s'est avéré dans les derniers mois : l'attachement des communautés francophones à leurs établissements postsecondaires. L'année 2021-2022 a été marquée par un grand chantier, celui des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire, tenus après une année sous le signe de la résilience, de l'agilité et de la confiance en l'avenir de nos établissements. Le grand avantage des États généraux aura été de donner la parole à plusieurs parties prenantes du secteur, y compris les communautés, afin d'ancrer la démarche dans les réalités qu'elles vivent. Les communautés ont su en profiter pour faire entendre leurs préoccupations, leurs besoins et leurs attentes en matière d'accès aux études postsecondaires en français au pays. Elles ont aussi pu mettre de l'avant des pistes de solutions novatrices et se présenter comme étant de véritables alliées des établissements.

Au cœur de la mission particulière des établissements postsecondaires membres de l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) se trouve la volonté de contribuer activement à l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire. Ces établissements le font déjà en étant, entre autres, des lieux de rassemblement et de mobilisation, de production et de diffusion des connaissances, de formation d'une main-d'œuvre bilingue et qualifiée qui répond aux besoins du marché du travail, à l'essor économique du Canada et à la position enviable que ce dernier occupe au niveau international. Nos établissements sont fermement engagés et souhaitent pouvoir accroitre leur capacité à répondre aux besoins des communautés francophones. L'appui manifeste de celles-ci constitue un atout inégalé dans cette quête d'une marge de manœuvre accrue en vue de faire progresser le secteur postsecondaire en contexte francophone minoritaire vers l'égalité réelle par rapport aux établissements de la majorité.

Un autre atout pour nos établissements postsecondaires et la francophonie, c'est le fait que l'ACUFC rassemble des collèges et universités possédant des tailles variées, des clientèles diversifiées, des réalités politiques, géographiques et économiques distinctes. L'Association est une force motrice pour nous projeter vers l'avenir. Elle distille les éléments qui nous rassemblent et propose des stratégies pour renforcer nos établissements. Son travail pour organiser les États généraux, réalisé conjointement avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, n'en est que l'expression la plus visible et récente.

« Au fil des ans, l'ACUFC s'est établie comme étant un catalyseur de projets fédérateurs, rassemblant des acteurs d'horizons divers dans des secteurs aussi cruciaux que l'éducation, la justice et la santé. Cette capacité mérite d'être appuyée et accrue pour répondre à des besoins émergents, notamment en recherche et en collaboration. »

JACQUES FRÉMONT
Recteur et vice-chancelier, Université d'Ottawa

« L'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire et la pérennité des établissements postsecondaires qui les desservent sont des responsabilités collectives. Réjouissons-nous de voir qu'autant de parties prenantes aient participé aux États généraux sur le postsecondaire en contexte minoritaire pour tracer une voie d'avenir pour le secteur. »

PIERRE ZUNDEL
président-directeur général
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick

On peut dire de 2021-2022 qu'elle aura été une année charnière en matière de langues officielles. Des mesures ont été prises pour donner suite au dépôt par la ministre responsable des langues officielles du document de réforme *Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*. Nous avons été témoins du dépôt du projet de loi C-32 en juin 2021, suivi du projet de loi C-13 en mars 2022 visant à modifier la *Loi sur les langues officielles*. Chaque fois, l'ACUFC a saisi les occasions de bien positionner le secteur postsecondaire dans la discussion.

La tâche s'annonce longue pour consolider le secteur postsecondaire en contexte francophone minoritaire. Mais, grâce au travail assidu de notre association et de plusieurs autres, le continuum en éducation, de la petite enfance au postsecondaire, pourrait être enchâssé dans la nouvelle *Loi sur les langues officielles*. Cette reconnaissance du secteur postsecondaire francophone en milieu minoritaire dans la loi marquera un tournant historique dans lequel nos établissements pourront s'ancrer et se projeter vers l'avenir. Toute la francophonie et la société canadienne sont gagnantes quand les forces se rassemblent pour assurer la pérennité et la croissance de l'accès à l'éducation postsecondaire en français au pays.

MOT DE LA PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE

Lynn Brouillette

« S'ancrer pour se projeter », c'est prendre un temps d'arrêt pour faire le point afin de mieux imaginer la suite.

L'idée de mener une grande consultation pancanadienne sur le secteur postsecondaire en contexte francophone minoritaire a émergé avant le début de la pandémie de COVID-19. Déjà, il était évident que nos établissements membres affrontaient de nombreux défis pour lesquels les solutions usuelles n'étaient plus adéquates. L'évolution rapide de la situation sanitaire a exacerbé certains de ces défis. Il devenait dès lors plus que nécessaire d'amorcer une démarche pour faire le point sur la situation de l'éducation postsecondaire en contexte francophone minoritaire au Canada et trouver des solutions cohérentes, systémiques et durables en vue d'assurer la pérennité de nos établissements.

C'est en avril 2021 que nous avons annoncé la tenue des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire. Pour nous assurer de bien fonder cette démarche sur les besoins et les attentes des communautés francophones en situation minoritaire, nous l'avons organisée en partenariat avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada. Je veux profiter de cette occasion pour remercier chaleureusement tous les membres de l'équipe de la FCFA qui ont mis l'épaule à la roue en vue d'assurer le succès de l'événement.

Au fil des consultations ciblées, des ateliers thématiques, des forums citoyens et du Sommet des États généraux tenu en mars 2022, des consensus se sont dégagés sur la progression vers l'égalité réelle dans le secteur, sur l'excellence et l'innovation, et sur la collaboration comme voie d'avenir. Ces consensus serviront à tracer la voie à suivre à partir de maintenant pour consolider et pérenniser les établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire et leur permettre de se développer et d'innover.

Pour mettre en œuvre les solutions proposées, l'ACUFC et ses membres auront besoin de moyens accrus. À cet effet, nous avons bien accueilli l'annonce du gouvernement du Canada en 2021 de l'octroi d'une enveloppe de 121,3 millions de dollars sur trois ans pour répondre à des besoins urgents de l'éducation postsecondaire dans la langue de la minorité. Cette annonce faisait suite à plusieurs années de représentation stratégique des intérêts de nos membres. Nous espérons maintenant que le gouvernement fédéral remplira rapidement sa promesse de faire passer cette enveloppe à 80 millions de dollars par année et de la rendre permanente.

Nous souhaitons aussi trouver des signaux encourageants dans la prochaine stratégie gouvernementale en matière de langues officielles. Toute l'équipe de l'ACUFC est déjà à l'œuvre pour assurer la continuité de nos initiatives et proposer de nouvelles avenues pour appuyer le secteur postsecondaire – les établissements, le corps professoral, la population étudiante du Canada et de l'étranger et les autres parties prenantes qui gravitent autour du secteur.

L'année 2021-2022 a certes été marquée par les États généraux, mais le présent rapport annuel témoigne aussi du dynamisme de tous nos secteurs d'intervention. Soulignons, par exemple, le succès retentissant du premier Symposium national en petite enfance, la mobilisation et la collaboration accrue entre les 10 facultés d'éducation au sein de notre réseau, la création du premier comité coordonnateur du Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne, la refonte du Carrefour de l'offre active, l'élaboration d'un nouveau plan de formation linguistique en droit de la famille et l'organisation de webinaires sur les possibilités d'étudier en français au Canada organisés avec des bureaux à l'étranger d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. La plupart de ces activités n'auraient pu se réaliser sans l'appui précieux de partenaires gouvernementaux, institutionnels et communautaires. Nous les remercions tous pour leur dévouement envers le secteur postsecondaire et leur confiance à notre égard.

Projetons-nous donc collectivement vers l'avenir. Un avenir où l'accès aux études postsecondaires en français partout au Canada continue de croitre. Un avenir où les établissements postsecondaires ont les moyens d'innover et de collaborer pour toujours mieux répondre aux besoins des communautés francophones en situation minoritaire. Un avenir où la population étudiante issue des écoles de la minorité, des programmes d'immersion, de l'étranger ou en quête d'une formation continue, choisit naturellement d'étudier au postsecondaire en français.

L'ACUFC rêve à cet avenir et continuera à travailler sans relâche pour le concrétiser.

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2021-2022

COPRÉSIDENTS

PIERRE ZUNDEL
Président-directeur général
Collège communautaire
du Nouveau-Brunswick

JACQUES FRÉMONT
Recteur et vice-chancelier
Université d'Ottawa

TRÉSORIÈRE

LISE BOURGEOIS
Présidente
La Cité

SECRÉTAIRE

SOPHIE BOUFFARD
Rectrice
Université de Saint-Boniface

ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS

FRANCIS KASONGO
Directeur général
Collège Mathieu

MARCO FIOLA
Principal
Campus Glendon,
Université York

HARRY JAMES KOWAL
Recteur
Collège militaire royal
du Canada

DANIEL GIROUX
Président
Collège Boréal

FRANCE HACHÉ
Sous-ministre adjointe, ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick. Accord du Nouveau-Brunswick pour le Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick

BRIGITTE QUINTAL
Présidente
Collège universitaire dominicain

YVON LABERGE
Président
Collège Éducacentre

EMMANUEL AITO
Directeur
La Cité universitaire francophone
Université de Regina

DONALD DESROCHES
Président
Collège de l'Île

ALLISTER SURETTE
Recteur et vice-chancelier
Université Sainte-Anne

PIERRE OUELLETTE
Recteur
Université de l'Ontario français

LUC BUSSIÈRES
Recteur
Université de Hearst

ROBERT HACHÉ
Recteur et vice-chancelier
Université Laurentienne

DR DENIS PRUD'HOMME
Recteur et vice-chancelier
Université de Moncton

CHANTAL BEAUVAIS
Rectrice
Université Saint-Paul

SERGE MIVILLE
Recteur et vice-chancelier
Université de Sudbury

GINO LEBLANC
Directeur
Bureau des affaires francophones et francophiles
Université Simon Fraser

FAITS SAILLANTS 2021-2022

De 2020 à 2025, l'ACUFC s'est engagée dans deux axes d'intervention prioritaires, soit la représentation stratégique et la collaboration pour la réalisation d'initiatives structurantes. Ces deux axes ont guidé nos actions en 2021-2022 et continueront de le faire durant les prochaines années.

Le thème central du rapport de cette année, « S'ancrer pour se projeter », s'inscrit dans la continuité de notre plan stratégique 2020-2025 et de nos deux axes d'intervention. S'ancrer, parce que nous pouvons nous appuyer sur ce que nous avons bâti dans le passé. Se projeter, parce que 2021-2022 est l'année où il a été proposé que le continuum de l'éducation soit inscrit dans la *Loi sur les langues officielles*, ce qui pourra ouvrir de nouvelles possibilités. Cette reconnaissance du continuum en éducation n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte de nombreuses années de représentation stratégique par l'ACUFC et ses nombreux alliés communautaires.

AXE D'INTERVENTION 1

REPRÉSENTATION STRATÉGIQUE

RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

- Mise en œuvre des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire au Canada, une démarche à laquelle ont contribué plus de 1400 acteurs de la francophonie canadienne
- Campagne de sensibilisation à l'intention des partis politiques et du grand public lors des élections fédérales 2021
- Projet de loi C-13 : reconnaissance du secteur postsecondaire comme étant un secteur essentiel à l'épanouissement des minorités francophones et engagement du gouvernement fédéral à renforcer les possibilités d'effectuer des apprentissages de qualité en français au postsecondaire

AXE D'INTERVENTION 2

COLLABORATION POUR LA RÉALISATION D'INITIATIVES STRUCTURANTES

CONTINUUM DE L'ÉDUCATION

Petite enfance

- Réalisation du premier Symposium national en petite enfance, qui a réuni près de 500 acteurs de la petite enfance en collaboration avec la Commission nationale des parents francophones (CNPF), la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et la Société Santé en français (SSF)
- Dévoilement, en collaboration avec les partenaires, d'une nouvelle vidéo qui illustre l'importance de la collaboration intersectorielle en petite enfance en français au Canada
- Mise en œuvre de 24 initiatives dans le cadre de la phase 1 de l'appel de propositions du projet *Formation et renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance* pour une contribution monétaire de 8 millions de dollars

Bourses d'études postsecondaires en français langue seconde

- Appui à 26 entités postsecondaires ayant reçu des bourses en 2021-2022
- Signature de 18 ententes de visibilité avec des organismes nationaux et provinciaux pour promouvoir le programme auprès de leurs clientèles cibles
- Déploiement de sept différentes campagnes de promotion à travers le Canada

Éducation

- Remédier à la pénurie de personnel enseignant
  - Mobiliser les 10 facultés d'éducation des universités membres de l'ACUFC pour le partage de connaissances et de bonnes pratiques
  - Réaliser 26 projets pilotes pour favoriser la collaboration entre les facultés d'éducation et les chercheuses et chercheurs

RECHERCHE

- Création d'un comité coordonnateur pour le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF)
- Tenue de l'édition 2021 du Colloque du RRF, organisé par le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta sur le thème « Bâtir des ponts dans les francophonies canadiennes »
- Publication d'un nouveau bulletin mensuel

FORMATION EN SANTÉ

- Lancement du Carrefour de l'offre active (COA) de services de santé en français
- Remise de la Bourse nationale de recherche à trois récipiendaires dans le cadre du second appel de propositions

FORMATION EN JUSTICE

- Plan de développement afin de favoriser les approches collaboratives au sein du réseau de formation en justice
- Mise en œuvre d'un plan de formation linguistique en droit de la famille dans le cadre du *Plan de formation linguistique en français en droit de la famille à l'intention des intervenants des ressorts canadiens de common law pour appuyer la mise en œuvre de la Loi sur le divorce*

POSITIONNEMENT À L'INTERNATIONAL

- Interventions sur le taux de refus des demandes de permis d'études de la population étudiante étrangère francophone voulant étudier au Canada dans nos établissements membres
- Participation à des webinaires organisés par l'équipe de promotion d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) dans différents bureaux du Canada à l'étranger pour mettre en lumière les bénéfices d'étudier dans les collèges et les universités de la francophonie canadienne

RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET COMMUNAUTAIRES

Au cœur de nos activités se trouvent la représentation stratégique, la promotion et la mobilisation, ce qui constitue le premier axe de notre planification stratégique. En 2021-2022, nous avons conclu des partenariats solides et développé des liens étroits avec des acteurs de la francophonie, ce qui nous a permis de poursuivre notre travail en faisant valoir les intérêts de notre réseau pancanadien auprès des instances politiques et de nos communautés. L'année a aussi été marquée par les États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire au Canada, auxquels nous avons consacré une section distincte dans ce rapport.

INTERVENTIONS CIBLÉES ET STRUCTURANTES

L'ACUFC est intervenue dans plusieurs contextes pendant l'année 2021-2022 afin de contribuer à l'avancement de dossiers structurants dans la francophonie canadienne.

Par exemple, l'ACUFC a témoigné dans le cadre de deux études menées par le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes : l'une sur le soutien fédéral pour les établissements postsecondaires de langue française ou bilingues en situation minoritaire, et l'autre sur les mesures du gouvernement pour protéger et promouvoir le français au Québec et au Canada. Dans les deux cas, nous avons pu présenter les enjeux qu'affrontent nos établissements membres et proposer des solutions que le gouvernement fédéral pourrait envisager pour aider à les dénouer.

Nous sommes également intervenus à quelques reprises à l'égard des projets de loi C-32 et C-13 visant à moderniser la *Loi sur les langues officielles* afin de nous assurer que le secteur postsecondaire y sera présent adéquatement. Nous poursuivons ces interventions alors que le projet de loi C-13 est toujours à l'étude. Cette volonté de moderniser la loi s'inscrit aussi dans le contexte du *Document de réforme sur les langues officielles* présenté en février 2021. Nous avons d'ailleurs déposé un mémoire auprès du Comité sénatorial sur les langues officielles dans le cadre de son étude sur le document.

L'ACUFC a témoigné devant le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes dans le contexte de l'étude de ce comité sur le recrutement et les taux d'acceptation de la population étudiante étrangère. Nous revenons sur ce dossier dans la section *Positionnement international* du présent rapport annuel. Nous sommes également intervenus auprès de différentes instances du gouvernement du Québec dans le cadre de son étude du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, et ce, pour veiller à ce que les intérêts de nos membres soient pris en compte dans les nouvelles mesures prévues afin d'améliorer l'accès aux études postsecondaires en français pour la population étudiante d'ailleurs au Canada.

Lynn Brouillette a eu l'occasion de rencontrer Sonia Lebel, ministre québécoise responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne, avec d'autres organismes de la francophonie canadienne.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2021 : UNE OCCASION DE SENSIBILISATION POUR L'ACUFC

L'ACUFC a profité du déclenchement des élections fédérales à l'automne 2021 pour réitérer ses messages auprès des instances gouvernementales fédérales et du grand public. Pour ce faire, nous avons préparé un aide-mémoire bilingue à l'intention des partis politiques pour mieux faire connaitre le rôle particulier que jouent les établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire. De cet outil découle une campagne déployée sur les réseaux sociaux, pour informer et sensibiliser toutes les personnes qui s'intéressent au développement et à la pérennité du secteur postsecondaire.

De plus, l'Association a offert son appui à l'Acfas et ses collaborateurs pour l'organisation du Bar des sciences en français sur les élections fédérales 2021, en format virtuel. Le débat a réuni des candidats des cinq partis représentés au Parlement du Canada, qui se sont entretenus sur des questions portant sur les sciences, la recherche et l'innovation, et plus spécifiquement le postsecondaire. Cette activité s'est avérée une occasion de rappeler l'importance des sciences pour la société ainsi que l'implication et la contribution des établissements postsecondaires dans l'avancement de la recherche.

De gauche à droite : l'honorable René Cormier, l'honorable Ginette Petitpas-Taylor, l'honorable Raymonde Gagné et Lynn Brouillette

FINANCEMENT POUR LE POSTSECONDAIRE

En 2021, l'ACUFC et ses membres se sont réjouis de l'engagement du gouvernement fédéral à investir 121,3 millions de dollars supplémentaires dans l'éducation postsecondaire dans la langue de la minorité. Ce succès est le fruit d'un travail continu de représentation auprès du gouvernement. Il bénéficiera aux établissements postsecondaires et aux communautés francophones en situation minoritaire qu'ils servent.

Lors de la dernière campagne électorale, le Parti libéral du Canada a promis d'offrir un financement additionnel aux établissements postsecondaires, soit de doubler le montant pour atteindre 80 millions de dollars par année, et de rendre le programme permanent. L'ACUFC applaudit cette initiative et considère qu'il est aussi de la responsabilité du gouvernement fédéral de s'assurer que le mécanisme de distribution de l'enveloppe permettra de stabiliser de façon permanente le secteur postsecondaire en contexte francophone minoritaire. En ce sens, l'ACUFC se réjouit aussi de l'intention du gouvernement fédéral de protéger et de promouvoir la présence d'institutions fortes qui desservent les communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le projet de loi C-13.

ÉTATS GÉNÉRAUX

SUR LE POSTSECONDAIRE EN CONTEXTE FRANCOPHONE MINORITAIRE

L'éducation postsecondaire en contexte francophone minoritaire est un maillon essentiel du continuum de l'éducation en français et contribue considérablement à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) et au bilinguisme au Canada. Or, depuis quelques années, on voit émerger dans l'espace public une prise de conscience collective de la précarité de ce secteur. Il était nécessaire et urgent de mener une réflexion d'ensemble pour trouver des solutions, à l'échelle pancanadienne, aux enjeux qui fragilisent ce dernier.

Face à l'ampleur des défis, l'ACUFC et la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada ont conjointement organisé les États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire au Canada. Cette démarche d'envergure nationale a servi à faire le point sur la situation de ce secteur afin de trouver des solutions cohérentes, systémiques et durables pour en assurer la pérennité.

D'abord, l'ACUFC et la FCFA ont mené des consultations ciblées en juin 2021. Le secrétariat national de l'ACUFC a demandé conseil à l'ensemble de ses membres, à ses partenaires et à plus de 70 parties prenantes pour bien définir les aspects de cette démarche pancanadienne. Ces consultations ont entre autres été l'occasion de sélectionner les thèmes retenus pour les ateliers.

Par la suite, le 22 septembre 2021, l'ACUFC et la FCFA ont donné le coup d'envoi aux États généraux avec un événement inaugural qui portait sur l'urgence d'agir. Puis, six ateliers thématiques, quatre forums citoyens régionaux ainsi que des activités et des présentations en marge de la démarche se sont succédé de septembre 2021 à février 2022.

THÈMES DES ATELIERS DES ÉTATS GÉNÉRAUX

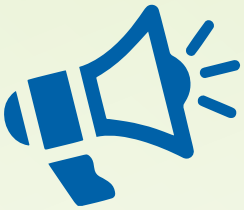
- Des établissements à l'écoute de la population étudiante
- L'enseignement, la formation et la recherche en contexte francophone minoritaire
- Collaborer pour innover
- Des établissements au cœur de leurs communautés
- Vers une égalité réelle du secteur postsecondaire en contexte francophone minoritaire
- Un dialogue sur les engagements et les obligations mutuels

Les événements publics des États généraux ont réuni une variété d'acteurs de la francophonie et du secteur postsecondaire. Ainsi, des représentants du gouvernement fédéral, des membres des CFSM, des organismes de la francophonie canadienne et des personnes qui gravitent autour des établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire ont profité des occasions d'échanges qui ont jalonné la démarche.

Le projet a culminé lors du Sommet des États généraux les 24 et 25 mars 2022, un événement qui a servi à faire le bilan des consultations thématiques et des forums citoyens. Un comité s'est mis rapidement à l'œuvre pour préparer un rapport final, qui comprendra un portrait des enjeux et des recommandations. Cet outil sera essentiel pour orienter le travail important qui s'annonce pour consolider et pérenniser le réseau d'établissements postsecondaires en contexte francophone minoritaire et veiller à ce qu'il continue à contribuer à l'épanouissement des communautés francophones en situation minoritaire partout au Canada. Le lancement du rapport final est prévu en octobre 2022.

ÉTATS GÉNÉRAUX

Le postsecondaire en contexte francophone minoritaire



1
Événement inaugural

6
Ateliers thématiques

4
Forums citoyens

2
Webinaires
organisés avec des organismes de la francophonie

8
Documents préparatoires

1400
Personnes participantes

85%
Taux de satisfaction

25
Parutions médiatiques
Couverture média à l'échelle nationale

CONTINUUM DE L'ÉDUCATION

Les obstacles de la pandémie n'ont pas freiné la lancée de l'ACUFC en matière d'accès à l'enseignement en français, de la petite enfance au postsecondaire. Ayant jeté les bases de multiples projets en 2020-2021, le secteur du continuum de l'éducation a pu, durant la dernière année, consolider ses initiatives et entrevoir les résultats de ses actions.

PETITE ENFANCE

PROJET FORMATION ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ÉDUCATRICES ET DES ÉDUCATEURS DE LA PETITE ENFANCE

Dans le cadre du *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir*, l'ACUFC, en collaboration avec ses partenaires siégeant au Comité de gestion national en petite enfance, a obtenu un financement d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) pour mettre en œuvre le projet *Formation et renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance*. Ce comité est composé de l'ACUFC, de la Commission nationale des parents francophones (CNPF), de la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF), du Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et de la Société Santé en français (SSF), signataires d'une entente de gestion nationale.

Le Comité gère et administre les fonds octroyés par le gouvernement fédéral pour la mise en œuvre d'initiatives destinées au développement de la petite enfance et aux services de garde en français ainsi qu'à l'amélioration de la santé et du bien-être des jeunes enfants dans les communautés francophones en situation minoritaire au Canada.

Le projet vise la réalisation d'initiatives et de collaborations favorisant l'accroissement du nombre d'éducatrices et d'éducateurs francophones de la petite enfance adéquatement formés dans les communautés francophones en situation minoritaire.

GRANDS JALONS POSÉS EN 2021-2022 DANS LE SECTEUR DE LA PETITE ENFANCE

- Continuation de la mise en œuvre du programme en petite enfance et de la collaboration de l'ACUFC avec ses partenaires nationaux en petite enfance dans le cadre du Comité de gestion national en petite enfance
- Création et diffusion, en collaboration avec la CNPF, la FNCSF, le RDÉE Canada et la SSF, d'une vidéo qui illustre l'importance de la collaboration intersectorielle en petite enfance au Canada
- Réussite exceptionnelle du premier Symposium national en petite enfance en format virtuel
- Mise en œuvre des 24 initiatives dans le cadre de la phase 1 de l'appel de propositions du projet *Formation et renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance* entre mars 2020 et mars 2022 :
  - Distribution de 8 M$
  - Création et diffusion d'entrevues vidéos avec tous les sous-bénéficiaires de la phase 1 du projet
  - Taux de satisfaction de 100 % des sous-bénéficiaires à l'égard de l'accompagnement offert par l'ACUFC dans la mise en œuvre de leurs projets
- Élaboration d'une stratégie d'évaluation du projet
- Lancement d'un appel de propositions de projets (phase 2) en *Formation et renforcement des capacités des éducatrices et éducateurs de la petite enfance* et tenue d'un webinaire pour présenter l'appel aux personnes intéressées à soumettre un projet
  - Signature de 19 ententes de financement entre mars 2022 et mars 2023
  - Distribution de près de 2,5 M$ (un total de 10,5 M$ pour les deux phases de l'appel de propositions de projets)

SYMPOSIUM NATIONAL EN PETITE ENFANCE

Le 1er Symposium national en petite enfance s'inscrit dans le projet *Formation et renforcement des capacités des éducatrices et éducateurs de la petite enfance* de l'ACUFC.

Ce symposium a été présenté par l'ACUFC en collaboration avec ses partenaires du Comité de gestion national en petite enfance, les 12 et 13 mai 2021. Le déroulement virtuel a permis aux personnes agissant dans le secteur de la petite enfance de repousser les frontières géographiques de leur réseau et a favorisé le partage d'initiatives qui rayonnent sur l'ensemble du pays, notamment en formation du personnel de la petite enfance. Ce sont près de 500 acteurs de la petite enfance qui se sont inscrits pour échanger sur des thèmes pertinents et d'actualité, tels que la collaboration intersectorielle, les partenariats et l'innovation, les théories et les pratiques de la formation, le renforcement des capacités ainsi que le recrutement et la rétention de personnel qualifié. Ce fut une belle occasion pour les professionnelles et professionnels du secteur de découvrir des modèles à adopter pour améliorer leur savoir-faire.

Le Symposium sera de retour pour une deuxième édition les 22, 23 et 24 novembre 2022 en mode virtuel sous le thème de la valorisation de la formation et de la profession des éducatrices et éducateurs de la petite enfance en contexte francophone minoritaire.

SYMPOSIUM NATIONAL petite enfance

EN CHIFFRES

26
Kiosques d'information

12
Ateliers et **séances plénières**

98%
Taux de satisfaction des personnes participantes

483
Inscriptions

BOURSES

PROGRAMME DE BOURSES D'ÉTUDES POST-SECONDAIRES EN FRANÇAIS LANGUE SECONDE (FLS)

Dans le cadre du *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023*, le gouvernement du Canada s'est engagé à promouvoir un Canada bilingue, notamment en appuyant les Canadiennes et Canadiens anglophones dans l'apprentissage de la langue française. Le Programme de bourses d'études postsecondaires en français langue seconde vise à encourager la population étudiante anglophone à poursuivre ses études postsecondaires en français, à utiliser et à améliorer ses compétences linguistiques et à augmenter ses connaissances de la culture francophone, tout en lui offrant du soutien connexe.

L'ACUFC s'est vu confier par le ministère du Patrimoine canadien la mise en œuvre de ce programme, dans le cadre duquel 850 bourses non renouvelables, d'une valeur de 3 000 $ chacune, sont distribuées chaque année jusqu'en 2023. Le mécanisme d'attribution des bourses repose sur un appel de propositions annuel auprès des entités postsecondaires, qui devront présenter chaque année une nouvelle proposition pour examen.

Dans la mise en œuvre du programme, l'ACUFC a continué d'appuyer les 26 entités postsecondaires ayant reçu des bourses en 2021-2022. Nous avons signé des ententes de visibilité avec 18 organismes nationaux et provinciaux pour faire la promotion du programme auprès de leurs clientèles cibles. Étant très satisfait de ces collaborations, nous renouvellerons des ententes avec certains d'entre eux pour la période 2022-2023.

Nous avons procédé à l'évaluation intérimaire de la première année de mise en œuvre du programme, en collaboration avec la firme DPM Research. Différentes étapes ont été franchies dans la réalisation d'activités du cadre de mesure de rendement.

Le lancement de l'appel de propositions pour les bourses 2022-2023 s'est déroulé en septembre 2021. Nous avons signé des ententes de financement avec 23 entités postsecondaires pour un total de 2,553 millions de dollars en bourses et frais de promotion.

CAMPAGNES À L'ÉCHELLE NATIONALE POUR PROMOUVOIR LE PROGRAMME DE BOURSES FLS

- Déploiement de **sept différentes campagnes** pour promouvoir les divers aspects du programme
- Utilisation des **réseaux sociaux**, des plateformes de visionnement en continu et de divers journaux pour appuyer nos activités de promotion
- Une **campagne de publireportages** dans 14 journaux anglophones importants au travers le Canada a suscité plus de 6 200 vues uniques sur la page web du Programme de bourses FLS
- Une des nombreuses vidéos qui ont été créées compte à ce jour près d'**un demi-million de vues sur notre chaine YouTube**

BOURSES JEUNES ENGAGÉS

En partenariat avec la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) a eu lieu la sixième édition de remise de huit bourses d'études de 2 000 $, qui récompensent l'engagement bénévole (bourses Jeunes engagés) valorisant la participation citoyenne chez les jeunes francophones de 25 ans et moins. Ces bourses s'adressent aux élèves finissants d'une école secondaire francophone (hors Québec) et aux étudiantes ou étudiants inscrits à temps plein dans un des établissements postsecondaires membres de l'ACUFC.

ÉDUCATION

La sonnette d'alarme retentit depuis plusieurs années dans le système scolaire francophone en milieu minoritaire par rapport à la pénurie de personnel enseignant, laquelle met en péril l'avenir de l'éducation en français, moteur de la vitalité des communautés. Cette pénurie touche aussi les écoles d'immersion française et le personnel enseignant de français langue seconde. Pour répondre à cette situation alarmante, l'ACUFC s'est donné les moyens d'agir avec une stratégie à long terme intitulée Objectif 2036 : l'enseignement du français et en français, une pièce maitresse de la dualité linguistique au Canada.

OBJECTIF 2036 : L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS ET EN FRANÇAIS, UNE PIÈCE MAITRESSE DE LA DUALITÉ LINGUISTIQUE AU CANADA

L'avenir du français en éducation est au cœur de la réalisation des objectifs démographiques pour 2036 du gouvernement du Canada. Le très ambitieux projet de société de faire passer le taux national de bilinguisme de 17,9 % à 20 % d'ici 2036 implique un taux de croissance de 2 % par année pour la francophonie canadienne et de 3 % par année pour la population anglophone bilingue.

Conscientes que l'atteinte de ces cibles ne sera possible que si la capacité du système d'enseignement du et en français progresse en parallèle, l'ACUFC et les 10 facultés d'éducation de ses universités membres travaillent de concert pour accélérer les réponses aux enjeux à court, moyen et long terme, et améliorer l'efficience de chacune. Les activités se concentrent autour de trois axes : l'attraction et la sélection de candidatures, la formation initiale en enseignement du et en français ainsi que le perfectionnement professionnel.

L'ACUFC continue de travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes afin d'élaborer un projet répondant aux besoins en matière de recrutement et de rétention des meilleures candidatures au Canada et à l'étranger pour l'enseignement du et en français langue première et français langue seconde.

Conformément au deuxième axe d'intervention de son plan stratégique, l'ACUFC vise à consolider et à accroitre la collaboration entre ses établissements membres, notamment dans le domaine de la formation en éducation pour, entre autres, offrir des solutions au problème de pénurie de personnel enseignant. Prises individuellement, les facultés d'éducation des établissements universitaires membres de l'ACUFC n'ont pas la capacité et les ressources suffisantes pour recruter et retenir les meilleures candidatures au Canada et à l'étranger en nombre suffisant pour remédier à la pénurie. Il est donc nécessaire de renforcer la collaboration interinstitutionnelle et interfacultaire.

En 2021-2022, l'ACUFC et les 10 facultés d'éducation ont été actives sur plusieurs fronts. Voici quelques exemples qui démontrent leur engagement et leur leadership pour trouver et mettre en œuvre des éléments de solution.

- Minicolloque pour promouvoir la collaboration pancanadienne
- Table ronde sur les défis et meilleures pratiques pour le recrutement du futur personnel enseignant traditionnel et non traditionnel
- Table ronde sur la mobilité internationale du personnel enseignant et son intégration dans des systèmes éducatifs socioculturellement différents
- Table ronde sur les meilleures pratiques de mobilisation des connaissances
- Réalisation de 26 projets pilotes d'analyse locale et régionale par les facultés d'éducation
- Table ronde sur la collaboration intersectorielle pour une sensibilisation aux défis de l'éducation en français langue seconde
- Portrait du milieu de l'éducation élémentaire et secondaire pour chacun des territoires et provinces à l'exception du Québec
- Participation de l'ACUFC à de multiples rencontres, tables nationales, discussions de réflexion stratégique et séances de travail en partenariat avec d'autres leaders du milieu de l'éducation et des gouvernements

RÉSULTATS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET OBJECTIF 2036

26
Projets pilotes

17
Ateliers
de formation

30
Rapports

6
Pages web

44
Produits numériques
tables rondes,
minicolloques, webinaires

Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne

L'ACUFC a à cœur la vitalité de la francophonie canadienne et s'engage de façon soutenue pour le dossier de la recherche en français et sur la francophonie au Canada. Nous tenons à collaborer étroitement dans ce domaine avec la communauté de la recherche et pour ce faire, nous contribuons activement en participant à la diffusion de connaissances et en créant des espaces pour appuyer les membres.

COMITÉ COORDONNATEUR DU RÉSEAU DE LA RECHERCHE SUR LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Au cours de la dernière année, le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF) a entrepris un processus de restructuration de son fonctionnement et de ses activités. À la suite d'un appel de candidatures, l'ACUFC a mis en place le premier comité coordonnateur du RRF à l'automne 2021. Formé de cinq membres au profil varié et attentifs à la diffusion et à la valorisation de la recherche portant sur les communautés francophones en situation minoritaire au Canada, le comité est responsable de définir le fonctionnement et le mandat du groupe, et d'identifier les activités phares du RRF pour les prochaines années.

DIFFUSION DES CONNAISSANCES

Avec l'appui de l'ACUFC, le RRF a repris la mise en œuvre de ses projets et activités de diffusion de nouvelles connaissances sur la francophonie canadienne. Toujours en s'adaptant au contexte pandémique, le Réseau a produit des capsules vidéos et a organisé des tables rondes pour mettre en lumière des travaux de recherche et offrir à tous l'occasion de s'engager au sein de la communauté de la recherche.

BULLETIN MENSUEL

Le RRF réunit la communauté de la recherche dont les membres sont situés aux quatre coins du Canada. Afin de favoriser le partage des connaissances et d'informer les personnes abonnées des dernières nouvelles dans le secteur de la recherche en contexte francophone minoritaire au Canada, le RRF a mis sur pied un bulletin qui est diffusé tous les mois. Cette infolettre se veut un outil collaboratif et toute personne pourra y contribuer en proposant des publications, des annonces, des activités ou des histoires de réussite en matière de recherche.

COLLOQUE POUR BÂTIR DES PONTS DANS LES FRANCOPHONIES CANADIENNES

Chaque année, le RRF coordonne l'organisation d'un colloque en étroite collaboration avec l'établissement hôte de l'événement. En 2020, l'événement n'avait pas pu avoir lieu en raison de la COVID-19 et avait été repoussé d'une année.

L'édition 2021 du Colloque RRF, organisé par le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, avait pour thème « Bâtir des ponts dans les francophonies canadiennes ». Cet événement virtuel a proposé une réflexion sur la diversité et l'inclusion au sein des francophonies et sur les possibilités de rapprochements visant à assurer la pérennité des communautés en milieu minoritaire. Le colloque 2021 rassemblait un public varié œuvrant en milieu universitaire, communautaire, professionnel et gouvernemental.

À l'automne 2022, l'Université de l'Ontario français accueillera le prochain Colloque du RRF sous le thème « Le rôle et la mission des universités de petites tailles au sein de la francophonie ». Avec l'appui continu de l'ACUFC, l'établissement hôte tentera d'identifier les pistes de recherche les plus fécondes dans ce domaine. Le colloque encouragera la réflexion sur les bonnes pratiques et les projets issus de ces établissements, et les personnes participantes s'interrogeront sur la valeur ajoutée de ce type d'université dans le contexte de la transformation en cours de l'enseignement supérieur.

LE COLLOQUE 2021 DU RRF EN CHIFFRES

134
Personnes participant aux différents segments

5
Jours d'activités, du 25 au 29 octobre 2021

23
Conférences présentées par des spécialistes

CONSORTIUM NATIONAL DE FORMATION EN SANTÉ

Le CNFS regroupe 16 collèges et universités de la francophonie canadienne qui forment des professionnelles et professionnels de la santé cherchant à améliorer l'accès à des services en français dans les communautés francophones en milieu minoritaire. Il compte aussi sur quatre partenaires régionaux, qui permettent au CNFS de couvrir les trois territoires et Terre-Neuve-et-Labrador, là où aucun programme de formation en santé en français n'est offert, afin de promouvoir la formation en santé. Au cours de la dernière année, le secrétariat national du CNFS a poursuivi son travail soutenu d'appui auprès de ses établissements membres de même qu'auprès de la communauté de la recherche dans le domaine de la santé des communautés francophones.

Le Consortium national de formation en santé (CNFS) est une initiative financée par Santé Canada dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir. *Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles de Santé Canada.*

LANCEMENT DU CARREFOUR DE L'OFFRE ACTIVE

L'offre active des services sociaux et de santé en français, c'est la capacité du personnel professionnel de la santé de proposer, de façon proactive et dès le premier contact avec la patiente ou le patient, un ensemble de services en français avec confiance et conviction. La formation à l'offre active est un engagement du CNFS depuis 2013. Le lancement tant attendu du Carrefour de l'offre active (COA) en septembre 2021 marquait un renouveau pour la formation à l'offre active. Anciennement connu sous le nom Boite à outils de l'offre active, le COA rassemble sur une même plateforme des données récentes issues de la recherche ainsi qu'une multitude de ressources variées dans lesquelles pourront puiser les visiteurs, et ce, gratuitement. Depuis sa mise en ligne, le CAO a enregistré plus de 10 200 visites.

La qualité du matériel pédagogique et le professionnalisme du Carrefour de l'offre active ont contribué à sa notoriété au Canada. D'ailleurs, depuis son lancement, le secrétariat national du CNFS a accordé à d'autres demandeurs l'autorisation d'utiliser le matériel du CAO à des fins de formation. Cette plateforme deviendra un outil indispensable en éducation dans le domaine de la santé.

PRIX DU CNFS : RECONNAITRE LE LEADERSHIP DE LA RELÈVE

Le Prix du CNFS est remis chaque année à des étudiantes et étudiants qui ont démontré leur engagement envers l'offre active des services de santé en français. C'est avec plaisir que nous avons remis 16 prix cette année à ces leadeurs de l'offre active, lors d'une cérémonie virtuelle tenue le 24 juin 2021. Les personnes lauréates ont chacune reçu un montant de 1500 $ et un certificat honorifique de Santé Canada. Afin de bien ancrer la notion d'offre active dans leur future vie professionnelle, toutes ont aussi eu la chance de participer à un atelier sur l'insécurité linguistique, situation vécue par de nombreux francophones en milieu minoritaire.

SSF, UN PARTENAIRE CLÉ POUR LA DIFFUSION DES CONNAISSANCES

L'entente de collaboration avec la SSF pour la diffusion des connaissances a été des plus enrichissante. Le secrétariat national du CNFS a participé à la production de matériel afin de favoriser la vulgarisation de divers enjeux liés à l'offre de soins en santé en français :

- Un webinaire intitulé *Le Carrefour en offre active : une boite à outils actualisée*
- Deux infographies, dont l'une portait sur la mobilisation des connaissances dans les CFSM et l'autre sur la discordance linguistique
- Deux instantanés de recherche ayant trait à l'implantation d'un programme de formation à l'offre active et à l'impact de la discordance linguistique sur la qualité des soins
- Un article de vulgarisation sur la *Loi sur les langues officielles* et l'article 41 de cette loi sur l'engagement du gouvernement fédéral à favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire

BOURSE NATIONALE DE RECHERCHE 2021-2023

La Bourse nationale de recherche (BNR) du CNFS soutient des projets de recherche qui visent à améliorer l'accès à des services de santé de qualité pour les CFSM. Depuis 2020, la Bourse a été accordée à huit projets pour la période 2021-2023, dont trois au cours de l'année 2021-2022 :

- Développement du langage oral et de la lecture des enfants bilingues en communautés francophones en situation minoritaire
- Évaluation de l'effet de simulations interprofessionnelles et en offre active de services en français sur les compétences en offre active, ainsi que sur l'auto-efficacité et la motivation de futurs professionnels de la santé francophones
- Impact de la pandémie de la COVID-19 sur les proches aidants et innovations dans l'offre de services aux aidants de langue officielle minoritaire

De plus, au cours des derniers mois, le CNFS a pu lancer quelques initiatives structurantes additionnelles, dont :

- Une campagne pancanadienne pour la promotion des professions axées sur la santé mentale;
- Une campagne pour la valorisation de la profession de préposée ou préposé aux soins et le recrutement pour les programmes CNFS
- Une trousse de formation pour une santé mentale optimale à l'intention de la clientèle étudiante collégiale et universitaire
- Le rapport *Améliorer l'accès des professionnels de la santé à des formations pertinentes afin d'optimiser la qualité des services de santé mentale offerts aux communautés francophones vivant en situation minoritaire au Canada : pistes à prioriser*
- Le rapport *Soins à domicile et soins palliatifs : synthèse et analyse des services, des besoins et des pratiques exemplaires ou innovantes dans les communautés francophones en situation minoritaire* (CFSM)
- Deux courtes formations autoportantes traitant de deux populations à risques en toxicomanie : les jeunes et les Premières Nations.
- Deux unités d'apprentissage du programme postdiplôme *Santé mentale et toxicomanies*

RNFJ

RÉSEAU NATIONAL DE FORMATION EN JUSTICE

Le Réseau national de formation en justice (RNFJ) est composé de 16 membres, dont 10 établissements postsecondaires membres de l'ACUFC, de centres de jurilinguistique et d'organismes à but non lucratif qui fournissent des services de formation à la population étudiante postsecondaire et aux intervenants en justice en cours d'emploi. Le RNFJ conseille le gouvernement fédéral sur les besoins en matière de formation linguistique des intervenants provinciaux du système judiciaire et favorise des approches collaboratives entre ses membres.

Les initiatives du Réseau national de formation en justice (RNFJ) sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère de la Justice du Canada, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir.

Le RNFJ s'est doté d'un plan de développement afin de favoriser les approches collaboratives au sein du réseau, en visant principalement trois objectifs :

- Augmenter le nombre de formations tout en veillant à adapter et à mettre à jour celles existantes ainsi qu'à faciliter l'accès pour toute la clientèle cible
- Augmenter le nombre d'outils juridiques et jurilinguistiques, enrichir ceux existants et en faciliter l'accès pour toute la clientèle cible
- Renforcer la capacité bilingue du système de justice en augmentant le nombre d'intervenants pouvant offrir des services aux justiciables dans les deux langues officielles

Plusieurs améliorations et avancées ont été mises en place en matière d'accès à la justice dans les deux langues officielles au cours des dernières années. Cette année, le RNFJ s'est investi davantage dans le domaine du droit criminel tout en portant une attention particulière au droit de la famille, domaine où les droits linguistiques sont actuellement en évolution. Nous pouvons affirmer qu'en 2021-2022, le RNFJ est devenu un point de référence pour des chercheuses et chercheurs et des parties prenantes en justice, qui font appel au secrétariat national du RNFJ pour toutes sortes d'information et un appui dans le but d'accroitre l'égalité d'accès à la justice en français en milieu minoritaire.

ÉVALUATION DE L'IMPACT COLLECTIF DES TRAVAUX DES MEMBRES DU RNFJ POUR LES ANNÉES 2018 À 2021

En 2021-2022, le secrétariat national du RNFJ a entrepris l'évaluation de l'impact collectif des travaux de ses membres. Cette activité avait les objectifs suivants :

- Mesurer l'impact des travaux ainsi que des activités de formation et de développement d'outils effectuées par les membres du RNFJ
- Évaluer la portée de la collaboration et de la concertation nationales entre les membres et d'autres parties prenantes

Le rapport d'évaluation de l'impact collectif sera achevé en 2022.

FAITS SAILLANTS DE L'ÉVALUATION

Entre 2018 et 2021, on note que les membres qui ont participé à l'évaluation ont recensé :

7785

inscriptions distinctes à leurs activités de formation (formations, stages, webinaires, placements, cours, etc.)

473

Outils juridiques et **jurilinguistiques distincts**

90

Produits de connaissances

ÉLABORATION D'UN PLAN DE FORMATION LINGUISTIQUE EN DROIT DE LA FAMILLE

Les modifications à la *Loi sur le divorce* adoptées par le Parlement en 2019 donnent un accès égal aux procédures de divorce dans la langue officielle de son choix partout au Canada. Ces modifications, qui sont progressivement mises en vigueur, constituent une avancée majeure pour l'accès à la justice dans les deux langues officielles. Grâce à ce projet financé par le Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles pour les années 2018-2023 de Justice Canada, le RNFJ a élaboré et soumis au ministère de la Justice le *Plan de formation linguistique en français en droit de la famille à l'intention des intervenants des ressorts canadiens de common law pour appuyer la mise en œuvre de la* Loi sur le divorce (« le plan »). Ce plan, qui s'échelonne sur quatre ans, a pour objectif l'enseignement du français juridique aux professionnelles et professionnels clés et hors Québec qui interviennent dans le processus de divorce, afin de répondre aux besoins en matière de formation émanant de la nouvelle disposition sur les langues officielles de la *Loi sur le divorce*.

Le RNFJ et l'ACUFC soulignent la contribution remarquable des membres du RNFJ lors de l'élaboration du plan. Ce dernier est le résultat d'un travail accompli collectivement par les membres du réseau.

FORMATION DES PROFESSIONNELLES ET PROFESSIONNELS DE LA JUSTICE CONCERNÉS PAR L'INTERSECTION DES ENJEUX DE SANTÉ MENTALE ET DE JUSTICE

Le RNFJ s'intéresse particulièrement à l'intersection des enjeux de santé mentale et de justice. Les intervenants du secteur de la justice hors Québec sont régulièrement appelés à travailler auprès d'une clientèle minoritaire francophone aux prises avec des défis de santé mentale. L'année 2021-2022 a marqué le début d'une réflexion approfondie sur ces enjeux ainsi que sur les besoins en matière de formation et de développement de ressources qui en découlent. Cette réflexion pourrait mener à la mise en place d'une étude sur l'analyse des besoins des intervenants concernés par l'intersection des enjeux ciblés.

POSITIONNEMENT À L'INTERNATIONAL

En 2021, l'ACUFC a poursuivi son travail à l'étranger et au Canada dans l'objectif de positionner les établissements postsecondaires de la francophonie canadienne comme étant des destinations prisées pour la clientèle internationale.

Nous rappelons que nos établissements appuient le gouvernement fédéral dans l'atteinte de la cible fixée en matière d'immigration francophone. Bien au fait des sujets d'actualité concernant l'enjeu du taux de refus des demandes de permis d'études de la clientèle étrangère francophone, l'ACUFC a redoublé d'efforts en représentant les intérêts de son réseau et en dénonçant cette difficulté, à laquelle font face plusieurs de nos membres.

ADMISSION AU CANADA D'ÉTUDIANTES ET D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS FRANCOPHONES : UN DÉFI POUR LE POSTSECONDAIRE

Les taux de refus des demandes de permis d'études de la clientèle étrangère francophone voulant étudier au Canada par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) ont beaucoup fait la manchette dans la dernière année. Dans la foulée, l'ACUFC a publié une déclaration sur le sujet afin de souligner que cette situation ne touchait pas que les établissements postsecondaires francophones au Québec et qu'elle était documentée depuis longtemps dans notre réseau. Il est primordial d'appuyer les efforts de recrutement et de promotion des établissements postsecondaires à l'étranger et de positionner la francophonie canadienne comme étant une destination d'études prisée et attrayante.

Nous avons témoigné devant le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration de la Chambre des communes dans le cadre de l'étude sur le recrutement et les taux d'acceptation d'étudiantes et étudiants étrangers au Québec et dans le reste du Canada. Nous sommes également intervenus auprès du Bureau de l'éducation internationale, du Service des délégués commerciaux et de l'équipe responsable des liens avec la Francophonie à Affaires mondiales Canada, ainsi qu'auprès des équipes de la promotion et de l'immigration francophone à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

La clientèle internationale des établissements postsecondaires qui possède un diplôme canadien constitue un bassin de candidatures à la résidence permanente au fort potentiel. Par conséquent, cela contribue à l'atteinte des objectifs de la stratégie en matière d'immigration francophone du gouvernement fédéral.

L'ACUFC se réjouit de l'engagement du gouvernement fédéral d'adopter une politique sur l'immigration francophone avec des objectifs mesurables, des cibles et des indicateurs, et que cet engagement soit enchâssé dans la nouvelle *Loi sur les langues officielles*. Elle poursuivra le travail pour s'assurer que la clientèle internationale des établissements postsecondaires sera prise en compte dans cette éventuelle politique.

ÉTUDIER AU RYTHME DU CANADA

Depuis l'automne 2021, l'ACUFC collabore avec l'équipe de promotion d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en participant à des webinaires organisés dans différents bureaux du Canada à l'étranger. Ces présentations, destinées à la population étudiante potentielle et aux agentes et agents du Canada à l'étranger, ont pour objectifs de présenter les avantages d'étudier en français au Canada, et surtout de mettre en lumière les bénéfices d'étudier dans les collèges et les universités de la francophonie canadienne. Des membres du personnel d'IRCC exposent aussi la procédure pour obtenir un permis d'études. En 2021-2022, des présentations ont été faites en Côte d'Ivoire, en Afrique de l'Est, au Maghreb, au Sénégal, en Autriche, aux Émirats arabes unis et en Chine. Ces webinaires devraient reprendre à l'automne 2022 et pourraient rejoindre de nouveaux marchés.

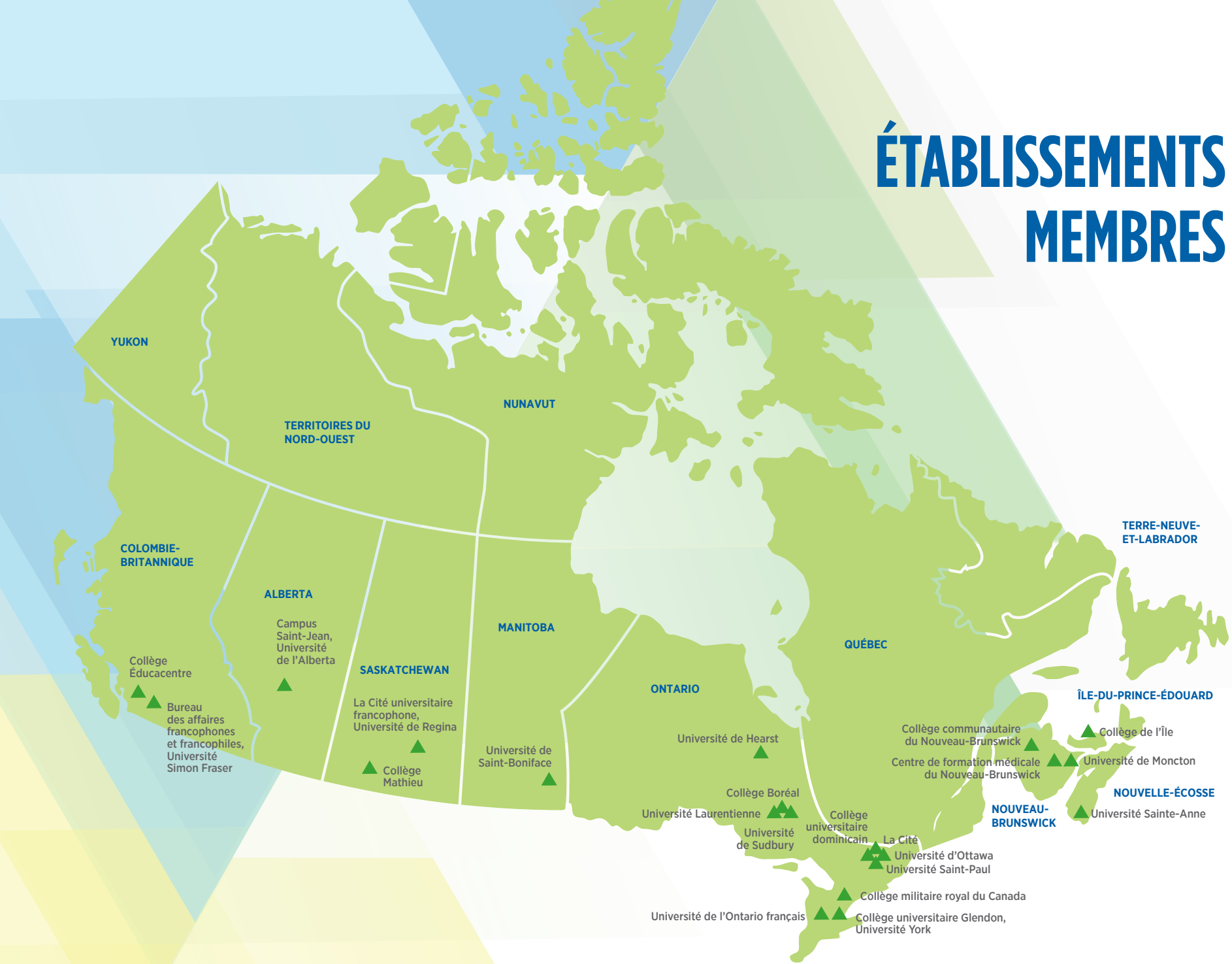
PARTICIPATION AU SALON VIRTUEL DESTINATION CANADA ÉDUCATION

L'ACUFC a tenu un kiosque virtuel dans le cadre du Salon de l'emploi en petite enfance et enseignement : Destination Canada Éducation, organisé par le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en février 2022. La participation de l'ACUFC visait à faire la promotion des programmes de formation postsecondaire dans les domaines de l'éducation et de la petite enfance qui sont offerts par nos établissements membres. Plusieurs de nos membres ont délégué des représentants qui ont pu répondre aux questions des visiteurs du kiosque. L'ACUFC a aussi présenté une conférence sur les avantages d'étudier au Canada dans ces secteurs. Plus de 1700 personnes ont visité le kiosque et la fréquentation du site Web de l'ACUFC a augmenté considérablement toute la durée du salon.

CAMPAGNE DE LA FRANCOPHONIE D'ÉDUCANADA

À l'hiver 2022, ÉduCanada a lancé une campagne internationale pour sensibiliser la jeune population étudiante étrangère à la possibilité d'étudier en français dans l'ensemble du Canada et encourager ces personnes à visiter le site Web des établissements de la francophonie. Cette activité de promotion, déployée en France, au Maroc, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, a connu un beau succès en surpassant les attentes de l'équipe d'ÉduCanada. Celle-ci a enregistré 96 % de nouvelles visites sur la page web de la francophonie et un nombre important de clics vers les sites web respectifs de nos établissements membres. Compte tenu des résultats concluants, cette campagne sera reprise dans le même format l'an prochain.

ÉTABLISSEMENTS MEMBRES



REVENUS DE L'ACUFC EN 2021-2022

11 160 189 $

1 879 049 $

Santé Canada* pour le Consortium national de formation en santé (CNFS)

Secrétariat national
1 379 046 $

Établissements membres et sous-bénéficiaires
500 003 $

6 049 709 $

Patrimoine canadien

Secrétariat national
2 277 074 $

Sous-bénéficiaires
3 772 635 $

2 510 000 $

Emploi et Développement social Canada (EDSC)

Secrétariat national
385 242 $

Sous-bénéficiaires
2 124 758 $

413 250 $

Ministère de la Justice du Canada pour le Réseau national de formation en justice (RNFJ)

283 000 $

Cotisations des membres de l'ACUFC

20 474 $

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDC)

4 707 $

Autres sources **de revenus**

* Le financement total provenant de Santé Canada était de 19 879 824 $, dont 1 879 049 $ étaient destinés au secrétariat national. La somme directement acheminée aux établissements membres était donc de 18 000 775 $.

CONCLUSION

S'ANCRER POUR SE PROJETER, C'EST CE QUE L'ACUFC A SU FAIRE EN 2021-2022.

Dans cette perspective, nous avons entrepris plusieurs initiatives et mené des travaux de longue haleine tout au long de la dernière année. Malgré l'empreinte laissée par la pandémie, nous avons su rebondir en assurant la représentation de notre réseau tout en consolidant les efforts déjà en place et en ralliant les forces vives de la francophonie canadienne dans le but de mettre en œuvre des solutions systémiques et pérennes pour nos membres et nos communautés.

L'Association tient à remercier tous les bailleurs de fonds qui nous ont fait confiance et à souligner la précieuse contribution de nos collaboratrices et collaborateurs. L'ACUFC s'engage à poursuivre son travail de concertation et de mobilisation d'un bout à l'autre du pays et au-delà de nos frontières. C'est ensemble que nous pourrons surmonter les défis d'aujourd'hui et de demain et ainsi nous projeter dans un avenir prospère où s'épanouit un réseau d'établissements postsecondaires fort et agile dans les communautés francophones en situation minoritaire.

ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

ACUFC.CA

223, rue Main
Ottawa, Ontario K1S 1C4

613 244-7837 • 1 866 551-2637